

LIRE

QUI A TUÉ LES VERRIERS DE GIVORS ?

PASCAL MARICHALAR

Éd. La Découverte 2017, 256 p., 22 €

4^e de couverture :

« Dans la petite ville de Givors, proche de Lyon, des hommes meurent les uns après les autres, emportés par des cancers à un âge relativement jeune. Leur point commun : ils ont travaillé pour produire des bouteilles et des pots à la verrerie qui a fermé ses portes en 2003. La compagne d'un verrier malade fait alors équipe avec un imprimeur à la retraite pour résoudre ce mystère. Ils comprennent vite que ce ne sera pas une enquête policière classique : c'est à eux de prouver qu'il y a eu un crime, et plus ils avancent vers la vérité, moins la justice semble disposer à juger les faits. Cependant, grâce à la force collective des verriers et de leurs soutiens, ils vont lever progressivement le voile sur un véritable scandale d'Etat. Ce livre est une enquête sur cette enquête. Avec les outils des sciences sociales, l'auteur analyse les procédures, les mensonges et les injustices qui font que tous les jours autour du monde des millions de femmes et d'hommes sont mis en danger impunément. »



L'auteur est sociologue et historien, chercheur au CNRS. Ce livre est excellent. Il décrit très précisément les conditions de travail, toutes les agressions chimiques, et les conditions de la lutte pour la reconnaissance des maladies professionnelles et de la faute inexcusable de l'employeur. Il montre l'importance d'un collectif ouvrier – l'association créée après la fermeture de l'usine – et l'importance de l'alliance ouvriers-intellectuels militants qui se noue autour de cette association et de cette lutte.

Il met le doigt sur les contradictions de la classe ouvrière. L'amour du travail (p. 57), la loyauté envers le patron (l'esprit d'entreprise), le virilisme qui fait accepter la dureté et les risques du travail, l'organisation patriarcale de la vie des familles (p. 59), mais aussi la ténacité dans la lutte des compagnes des verriers (p. 56). Il fait remarquer que les conditions de travail ne sont remises en cause systématiquement qu'après la fermeture de l'usine (p. 187).

Il apporte une explication à cette incroyable impunité dont bénéficient les responsables de dizaines de milliers de morts par maladies professionnelles, contre lesquels aucune plainte au pénal n'aboutit. A l'extérieur des usines, mettre en place un dispositif dangereux sachant qu'un pourcentage de personnes qui y entrèrent seront tuées, serait considéré comme un crime et passible du pénal. Pas au travail. La loi n'est pas faite pour ça. Et qui a fait la loi? Une volonté politique, celle d'une classe sociale.

Alors, une remarque pertinente est faite en conclusion, dans cette citation : « Obtenir réparation », écrit la sociologue Anne Marchand, « c'est obtenir confirmation que son activité professionnelle est bien à l'origine de cette maladie. (...) C'est aussi prendre conscience que la mort par le travail semble socialement acceptée, puisque réduite à une formalité d'assurance dans le cadre d'une législation spécifique » (p. 187). Un permis de tuer qui, parfois, coûte un peu d'argent...

Un bon livre, vivant, précis, et juste.